

CONGO REBELLE...

Depuis plus de quatre années, l'ancien Congo belge occupe en permanence une des toutes premières places sur la scène internationale. Dans ce territoire de 2.345.000 kilomètres carrés, treize millions d'habitants sont condamnés à crever de faim, de misère, de typhus, de la variole, de malaria, et des ravages d'une guerre à la fois civile et tribale.

Pour essayer d'éclairer la situation actuelle du Congo et de démêler l'extraordinaire imbroglio de trahisons, de mutations, et de transactions de toutes sortes, il est nécessaire de définir ce qu'est, en réalité, le Congo.

LE CONGO N'EXISTE PAS

«*Le Congo n'existe pas. Du moins en tant qu'entité politique, économique, ethnique ou nationale*» (1). C'est un ramassis de territoire découpés arbitrairement, de peuples littéralement débités en tranches lors de la colonisation et du partage de l'Afrique.

Avant d'être cédé à l'*État belge* en 1908, l'*État* indépendant du Congo était la *propriété personnelle* du roi Léopold II, depuis l'*Acte général de Berlin* (1885). Dans ce territoire extrêmement riche en minerais (15% de production mondiale de cuivre; 73% de la production mondiale de cobalt; et 80% de la production mondiale de diamants industriels), Léopold II avait institué le travail forcé. Les réfractaires étaient condamnés à avoir les pieds et les poignets coupés. En dix ans, trois millions d'Africains périrent dans les camps de travail et lors de la construction du chemin de fer Matadi-Léopoldville (janvier 1890 à mai 1892), on comptait en moyenne cent vies humaines par kilomètre de voie.

C'est ainsi qu'en trente-trois ans fut édifié le plus riche empire minier du monde.

Bientôt la raclure cléricale, qui avait au Congo le monopole de l'enseignement, envoya des bénédictins «*instruire et civiliser*» les enfants. Chaque mission avait en *propriété perpétuelle*, depuis la convention conclue entre la colonie et Saint-siège, le 26 mai 1908, 100 à 200 hectares de bonnes terres remis gratuitement. Ces chiffres devinrent rapidement cinq à dix milles hectares et les petits «*catéchistes*» des «*chapelles de brousse*» furent contraints au travail forcé. Double avantage pour les curetons: ils gagneraient des fortunes avec des terres qui ne leur avaient rien coûté, tout en ayant la possibilité de sodomiser tout à leur aise garçons et filles. La terre promise en quelque sorte.

LUMUMBA ET L'INDÉPENDANCE

Les 3 et 4 janvier 1959, à Léopoldville, le peuple est maître de la rue: des dizaines de milliers de manifestants tiennent tête aux forces de répression des autorités belges. Des renforts sont envoyés et les soldats congolais de la force publique tirent sur la foule à bout portant. L'émeute est matée, mais la Belgique prend peur. et tout est mis en œuvre pour saboter une indépendance que l'on ne peut plus refuser. Un gouvernement congolais sera constitué à la hâte; Président de la République: Joseph Kasa-Vubu, ancien séminariste, président de l'ABAKO (*Association des Bakongo, ethnie originaire du Bas-Congo*); Premier ministre: Patrice Lumumba, d'ethnie Batelela, originaire du Haut-Congo, employé des Postes, président de l'*Association pour le personnel indigène de la province orientale*).

Le 30 juin, Baudouin, les fesses contractées par la trouille, se rend à Léopoldville et préside les fêtes de l'indépendance. Son discours, d'abord pompeux, se transforme peu à peu en un éloge du colonialisme. Patrice Lumumba bondit à la tribune. Sa voix monte, incisive, frénétique, exaltée: «*Ce qui fut notre sort en*

(1) Hélène Tournaire et Robert Bouteaud, dans leur remarquable «*Livre Noir du Congo*».

80 ans de colonialisme, nos blessures sont encore trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire... Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin midi et soir, parce que nous étions des nègres... Qui oubliera les fusillades où périrent tant de nos frères, et les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient pas se soumettre à un régime d'injustice, d'opposition et d'exploitation».

Une ovation gigantesque salue le violent discours de Lumumba. Baudouin, le trou du cul à zéro, s'est réfugié avec ses ministres dans un salon au premier étage.

Déjà Lumumba éclipsait Kasa-Vubu. Tshombé, l'homme de la TANKS (*Tanganyika concessions*, société britannique qui dispose à l'intérieur de l'*Union minière*, d'un droit de vote représentant 20% du capital social) et président de la CONOKAT (*Confédération des Associations tribales du Katanga*), prenait ses distances.

Six jours plus tard, le grand bordel commençait.

DE JANSSENS A TSHOMBÉ

Le 6 juillet 1960, une semaine après l'indépendance, la *Force Publique* se mutine après une déclaration du commandant en chef, le lieutenant général Janssens, qui proclame: «*Les soldats sont toujours des soldats et leurs officiers restent blancs*». La révolte s'étend. Les Européens, Janssens en tête, se réfugient à Brazzaville,

Le 11 Juillet, Tshombé érige sa province en État et proclame l'indépendance du Katanga.

Le 14 juillet, l'O.N.U. intervient au Congo.

Le 5 septembre, Kasa-Vubu révoque Lumumba. Le même jour, Lumumba révoque Kasa-Vubuet se proclame Chef de l'État. Le 14, le colonel Mobutu, Chef d'état-major de l'armée congolaise, s'empare du pouvoir pour le confier à un «*Collège d'étudiants*». Le 3 décembre, Patrice Lumumba est arrêté. Il sera exécuté, sur ordre de Tshombé, le 17 janvier 1961.

La rébellion s'organise. Le 15 janvier 1963, Tshombé-le-puant se réfugie à Madrid.. Le 30 juin 1964, il retourne au Congo, appuyé par les impérialistes belges et américains et tente de former un «*gouvernement d'union nationale*». Mais rien ne va plus, les jeux sont faits.

LA VIOLENCE ET LA LIBERTÉ

Pour les congolais, Lumumba mort est devenu le symbole même de la liberté. Ses partisans s'organisent. Ses anciens collaborateurs dirigent la rébellion: Pierre Mulele dans le Koullou, Gaston Soumlalot dans le Kivu. Un *Comité national de libération* (C.N.L.) fondé en octobre 1963, siège à Brazzaville et regroupe une bonne partie de l'opposition lumumbiste. Les rebelles contrôlent actuellement les deux-tiers du territoire congolais. Les villes sont prises, perdues, reprises, dans une étrange danse dominée par la haine, la violence et la mort.

Depuis quatre année, des hommes luttent, sans toujours bien le comprendre, pour que cesse le règne des trusts colonialistes et de leurs valets.

Ce déferlement de violence qui déchire le Congo, c'est, peut-être, le premier véritable combat pour une Afrique libérée, ENFIN, du colonialisme...

Gérard SCHAFFS.
